

Toulouse, le 18/01/2019

Déclaration avant le CTL re-convoqué le 18/01/2019

Monsieur le Directeur Régional,

Nous ne siégerons pas dans cette instance car nous pensons qu'il n'y a rien à discuter avec vous sur la localisation des suppressions d'emplois que vous imposez aux divers services.

Nous ne souhaitons ici que vous interpeller globalement sur les enjeux de la période comme un énième droit d'alerte symbolique sur la situation de notre administration.

La priorité des équipes de *Solidaires Finances Publiques 31* sera, comme nous le ferons tout à l'heure avec plusieurs collègues mobilisés, de construire les réactions collectives nécessaires des personnels dans une période de tous les dangers pour la DGFIP. Nous vous demandons d'ailleurs de rencontrer ces personnels dans le hall à 12h30.

Votre déclinaison des suppressions d'emplois est toujours plus consternante pour nos services et nos missions car les 17 emplois annoncés pour 2019 se cumulent aux 215 supprimés depuis 10 ans en Haute-Garonne. Surtout le Ministre des Comptes Publics a expressément annoncé lors du débat budgétaire une accélération massive des suppressions d'emplois à la DGFIP d'ici 2022.

Ce qui est en cours c'est un affaiblissement sans précédent de l'action publique sur des missions essentielles pour l'intérêt général. Nous combattons inlassablement cette logique folle et dogmatique.

Surtout ces annonces ne sont pas abstraites et annoncent des réalités bien concrètes avec une détérioration des conditions de travail des agents, des tensions dans les services et une détérioration de l'exercice même des missions. De plus pour faire face à ces tensions en effectifs vous allez, sous la commande gouvernementale, accélérer toujours et encore les réorganisations du réseau et l'abandon même de structures de la DGFIP au service des populations et des collectivités locales.

En effet vos premières pistes évoquées pour la déclinaison départementale de Cap 2022 vont devenir concrètes dans les prochains jours puisque vous avez reçu le 13/12 un document de la DG pour la mise en place de ces mesures.

Comme nous ne cessons de vous le répéter depuis votre arrivée, sur ces sujets lourds vous devez au moins la transparence aux agents du département.

Nos inquiétudes sont plus que jamais lourdes quand nous découvrons la déclinaison envisagée par la DG de ces mesures néfastes et les orientations qui vous sont fixées :

- reconstituer la localisation des services avec une redéfinition de l'accueil et de la présence administrative à imaginer, y compris sans services pérennes ;
- développer des modes d'organisation « front office/back office » avec accélérations des suppressions de Trésoreries ;
- regrouper des Trésoreries Hospitalières ;
- poursuivre les fusions de SIP et SIE ;
- décider des relocalisations de services ;
- généraliser l'accueil sur rendez-vous...

Nous avons été stupéfaits d'apprendre que vous anticipiez les décisions nationales en « sollicitant » diverses collectivités pour se porter volontaires à l'expérimentation des agences comptables. Vous sciez vous-mêmes la branche de nos valeurs administratives et historiques !

Sur l'ensemble de ces sujets et vos décisions des prochaines semaines, vous devez absolument une réelle information des organisations syndicales, des chefs de services et bien sur des agents !

Le moins que l'on puisse dire c'est que vous en aurez fait de la « com » pour convaincre que « tout se passe bien ». avec la mise en œuvre du PAS. Nous vous disons à nouveau ici que vous faites plus que flirter avec une ligne rouge puisqu'on vous a vu défendre bec et ongles la logique politique du gouvernement plutôt qu'en rester à une expression technique et administrative comme il serait compréhensible.

On aimerait vous voir aussi dynamique pour défendre bec et ongles « vos » emplois et les services dont vous avez la charge !

C'est d'autant plus « limite » que vos expressions, comme celle du Ministre, sont en profond décalage avec la réalité de la charge de travail constatée tant dans les SIP que dans les Trésoreries locales ou au CPS. On est bien loin de la simplicité affichée et les sollicitations sont massives et complexes, sans parler des dysfonctionnements applicatifs ou bien des consignes peu claires.

Dans cette situation l'annonce unilatérale du Ministre sur une prime PAS en février a déboussolé les agents et les services, sans parler de vos services RH qui ne connaissent pas les modalités exactes de mise en œuvre. Parler d'une « *petite surcharge de travail* » est une provocation honteuse et une méconnaissance absolue de la réalité vécue dans les services.

Votre responsabilité est d'exprimer auprès du DG la réalité de la charge de travail constatée mais plus généralement l'investissement lourd de TOUS les agents de la DGFIP qui nécessite un arbitrage plus large qui se traduise par un signe tangible sur le pouvoir d'achat de tous les agents de la DGFIP.

Nous ne comprendrions pas que vous vous satisfaisiez sur ce « signe de com » restreint au PAS quand l'investissement récent à été dense dans les missions exercées par la DGFIP avec par exemple :

- l'investissement des personnels des SPF dans la gestion des retards de publication et l'apurement des comptes ;
 - l'implication des personnels des Trésoreries et de la Direction dans les fusions de budgets des collectivités ;
 - la charge d'expertise en hausse et affaiblissement des PCE ;
 - la mise à jour des locaux professionnels et la gestion des contentieux en masse dans les CDIF ;
 - l'impact de la loi Essoc et du Verrou de Bercy sur les services de contrôles ;
 - les multiples gestions de « nouveautés » en RH dont Sirhus ;
- La liste est longue et celle-ci n'est pas exhaustive loin s'en faut...

Oserions-nous un trait d'humour pour justifier que l'ensemble des agents de la DGFIP soit concerné par le PAS et mérite un signe global ? Le projet PAS a concentré les budgets informatiques de notre administration au détriment des applications « métiers » ce qui entraîne dysfonctionnements, plantages et tensions dans...tous les services !!!

Par ailleurs, la période actuelle est toute particulière pour notre administration en première ligne du débat public avec les missions que nous exerçons au service de l'intérêt général.

L'expression de la colère sociale légitime, et des revendications du mouvement des Gilets Jaunes, s'accompagnent hélas d'une stigmatisation de l'impôt et d'une remise en cause de l'action publique. C'est d'autant plus préoccupant que le Gouvernement, plutôt que de répondre concrètement aux demandes sociales et de solidarité effective, annonce maintenir le cap et propose même de choisir les missions de services publics à abandonner !

Nous constatons, au-delà des belles paroles, que peu de personnes dans le débat public mettent en avant la nécessité de défendre une administration comme la nôtre au cœur d'enjeux lourds pour l'intérêt général et le vivre ensemble : consentement à l'impôt, lutte contre la fraude fiscale, soutien et contrôle des collectivités locales, égalité de traitement des usagers et des territoires,....

Pire nous constatons hélas que notre « haute hiérarchie » semble avoir oublié ce qu'elle a su faire à différents moments de l'histoire de la DGI et de la DGCP, défendre des valeurs et des principes, et préfère accompagner la destruction de notre Service Public.

Dès lors notre priorité sera de nous faire entendre collectivement. Car personne ne le fera à notre place. Et nous entendons bien nous faire entendre dans les bureaux comme dans la rue mais aussi dans les médias qui vous sont si chers pour rétablir la vérité et défendre les missions et les agents.